

Quant au poisson, M. Cummings a déclaré: «A nos yeux, ce qui importe le plus, c'est que nous ayons obtenu un mécanisme pour régler les différends. C'est toute une victoire pour le Canada». Je pourrais continuer ainsi indéfiniment.

Le chef du Nouveau parti démocratique devrait écouter les propos du premier ministre de la province de Québec. Il devrait écouter également ceux des représentants du secteur énergétique et du secteur des textiles. D'après ces gens-là, qui s'expriment au nom de leurs secteurs respectifs, l'Accord de libre-échange que le gouvernement du Canada vient de négocier est bon pour le Canada et pour leurs propres secteurs.

M. Broadbent: Je dirais au ministre que les Canadiens s'attendent à ce que les ministres de la Couronne répondent aux questions qui leur sont posées.

Si le vice-premier ministre ne comprend pas cet accord, je puis l'assurer que le président Reagan, les Mexicains, de nombreux premiers ministres provinciaux et nous-mêmes le comprenons. Nous n'allons pas céder la souveraineté du Canada à un gouvernement comme celui qui existe là-bas.

LE RÔLE DES PROVINCES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, puisque le vice-premier ministre ne veut pas répondre à cette question, il y a un autre aspect important de l'accord que son propre gouvernement a prévu. Il est expliqué à la page 35 en ces termes:

Les Parties au présent Accord veilleront à ce que soient prises toutes les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions dudit Accord, y compris leur application . . .

Et on ajoute:

. . . par les États, les provinces et les gouvernements locaux.

L'article que je viens de citer prévoit donc que le gouvernement du Canada et celui des États-Unis doivent obtenir l'accord des gouvernements provinciaux et des États. Puisqu'on propose d'importants changements dans les secteurs des services et de l'énergie, secteurs qui relèvent clairement des provinces, le gouvernement fédéral va-t-il s'acquitter de ses obligations et solliciter l'accord des provinces pour apporter ces modifications fondamentales? Voilà la question.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, si le chef du Nouveau parti démocratique parle de l'énergie, je le renverrai aux premiers ministres des trois provinces productrices, soit M. Getty, M. Vander Zalm et M. Devine. Ils sont tous d'accord avec cette proposition de libre-échange parce qu'elle est avantageuse pour le secteur énergétique et le Canada. Pourquoi le chef du NPD ne commence-t-il pas à prendre un peu en considération ce qui est avantageux pour l'ouest du Canada?

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

Questions orales

M. Mazankowski: Il sait ce qui est avantageux pour Oshawa, et nous lui donnons notre appui dans ce sens. Pourquoi n'appuie-t-il pas pour une fois les Canadiens de l'Ouest?

M. Broadbent: Monsieur le Président, le vice-premier ministre, en tant qu'ancien vendeur de voitures, sait pertinemment que l'Accord sur l'automobile ne visait pas à libéraliser les échanges. Le jour où on proposera le même type d'accord dans l'ouest du Canada, nous l'appuierons à 100 p. 100. Nous tenons aux garanties sur les investissements que prévoyait cet accord.

[Français]

LA CONSULTATION DES PROVINCES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Une dernière question, monsieur le Président. Le ministre a pris la décision d'ignorer complètement les provinces. Mais, selon l'Accord avec les États-Unis, le gouvernement fédéral a une obligation de consulter directement pour obtenir l'appui des provinces.

Le gouvernement fédéral a-t-il l'intention de continuer avec les principes de l'Accord, oui ou non? C'est là la question.

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, au cours des négociations, le gouvernement fédéral a établi, à mon avis, un précédent extraordinaire sur le plan des consultations, en bien informant les provinces et les divers secteurs concernés et en allant même jusqu'à offrir de tenir les partis d'opposition au courant des progrès réalisés au cours des pourparlers. Nous entendons certes poursuivre dans cette voie.

Il est fort intéressant d'entendre le chef du Nouveau parti démocratique vanter les mérites de l'Accord sur l'automobile. Il pourrait peut-être expliquer aux Canadiens pourquoi son parti s'est opposé à cet accord en 1965.

M. le Président: La parole est au député de Winnipeg—Fort Garry.

M. Broadbent: Décidez-vous. Déclenchez les élections sur ce sujet, Don; allez-y.

M. Mazankowski: Dites la vérité pour une fois.

Des voix: Oh, oh!

M. Nystrom: N'oubliez pas qu'Hatfield est plus populaire que Mulroney.

M. le Président: La parole est au député de Winnipeg—Fort Garry.

LA POLITIQUE CULTURELLE DU CANADA

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à l'intention du ministre des Finances. Je m'apprêtais à dire que deux leaders conservateurs qui avaient soumis leurs convictions libre-échangistes à l'épreuve électorale ces deux derniers mois ont eu le sort que nous savons: ils n'ont même pas un siège d'où prôner.